

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE ROUEN
1, Rue de Germont
76 000 ROUEN

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Objet du marché public :

**Balayage de voirie pour les établissements membres
du « GHT Rouen Cœur de Seine »**

Référence de la consultation : 2026-010

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

SOMMAIRE

PREAMBULE - PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE	3
ARTICLE 1 - CONTEXTE	3
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC	4
ARTICLE 3 - ETENDUE DU MARCHÉ PUBLIC	4
3.1 - Procédure de mise en concurrence	4
3.2 - Type de marché.....	4
3.3 - Allotissement	5
3.4 - Forme du marché public	5
3.5 - Durée du marché	5
3.6 - Délais d'exécution.....	6
3.7 - Codes nomenclature CPV.....	6
ARTICLE 4 - CLAUSES DE REEXAMEN ET MODIFICATIONS	6
4.1 - Modifications au marché public et marchés complémentaires/similaires	6
4.2 - Ajout d'établissements	6
ARTICLE 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 6 - DECLenchement DES PRESTATIONS ET MODALITES D'ETABLISSEMENT DES BONS DE COMMANDE	7
6.1 - Conditions de commandes	7
6.2 - Modification d'un bon de commande	8
6.3 - Annulation d'un bon de commande	8
ARTICLE 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS	8
ARTICLE 8 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	8
8.1 - Prix du marché	8
8.2 - Nature du prix	9
8.3 - Contenu des prix	9
8.4 - Révision de prix	9
ARTICLE 9 - MODALITES DE FINANCEMENT ET REGLEMENT DU MARCHÉ	10
9.1 - Mode et délai de paiement	10
9.2 - Avance	10
9.3 - Comptable	11
9.4 - Changement de taxes.....	11
9.5 - Nantissement	11
9.6 - Retenue de garantie	11
ARTICLE 10 - PAIEMENTS – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	11
ARTICLE 11 - ASSURANCES	12
ARTICLE 12 - PENALITES DE RETARD	12
12.1 - Pénalités pour retard d'intervention.....	12
12.2 - Cas de force majeure.....	13
ARTICLE 13 - CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHÉ	13
ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 15 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	14
ARTICLE 16 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE	14
ARTICLE 17 - DEROGATION AU CCAG-FCS	14

PREAMBULE - PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de Développement Durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation,
- La performance sociale,
- L'innovation,
- L'accès des PME à la commande publique,
- La performance économique et technique.

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

A cet effet, le CHU de Rouen s'est doté d'une charte de déontologie qui s'impose à tout agent public participant à un achat au sein du GHT Rouen Cœur de Seine. Elle engage chacun des acteurs internes de l'établissement concerné par le projet achat et vise à garantir autant pour les fournisseurs et leurs sous-traitants que pour les professionnels des établissements hospitaliers un processus achat éthique, loyal et transparent). Cette charte est disponible sur le site internet du GHT Rouen Cœur de Seine, dont le CHU de Rouen est l'établissement support, via le lien suivant : <https://www.ght-coeurdeseine.fr/wp-content/uploads/sites/76/2024/11/Charte-de-deontologie-achat-GHT-juin-2024.pdf>

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de Consultation article 6.1.

ARTICLE 1 - CONTEXTE

La Convention constitutive du Groupement Hospitalier de Territoire « Rouen Cœur de Seine » du 30 juin 2016 est venue mutualiser les achats au sein de ce GHT. Elle désigne le CHU de Rouen comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

Ce GHT est constitué des 9 établissements suivants :

- CHU de Rouen (établissement support),
- CH du Belvédère,
- CH du Rouvray (établissement de santé mentale),
- CH du Bois-Petit (en direction commune avec le CH du Rouvray),
- CH de l'Austreberthe (CH de Barentin et EHPAD La Madeleine à Pavilly),
- CH de Darnétal,
- CH de Neufchâtel-en-Bray,
- CH d'Yvetot,
- CH de Gournay-en-Bray.

La fonction achat mutualisée confiée à l'établissement support les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat, que ce soit des achats d'exploitation ou d'investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Dans ce cadre, en phase de passation, le CHU de Rouen est l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il est chargé notamment d'organiser la procédure de passation dans le respect de la réglementation des marchés publics, de signer et de notifier le présent marché.

En phase d'exécution du marché public, le CHU de Rouen assure la gestion contractuelle du marché : prise en charge des modifications, révisions de prix, résiliation éventuelle en concertation avec les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

En revanche l'exécution financière du marché relève de la compétence de chaque établissement partie au GHT. Cette phase d'exécution financière couvre ainsi :

- La gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés ;
- La vérification du service fait ;
- La liquidation et le mandatement des factures relatives aux prestations accomplies ;
- Le traitement de 1^{er} niveau des litiges concernant les commandes.

Dans cette consultation, le terme CHU Rouen Normandie désigne donc le CHU Rouen Normandie agissant comme établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

Le présent marché public a pour objet le balayage de voirie pour les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine, tel que défini dans l'Annexe 1 du présent CCAP.

ARTICLE 3 - ETENDUE DU MARCHÉ PUBLIC

3.1 - Procédure de mise en concurrence

Le marché public est passé selon une procédure adaptée, en application des articles R.2123-1 à 7 du code de la commande publique.

3.2 - Type de marché

Marché(s) de services : ☒

Catégorie de service : 1

3.3 - Allotissement

Il s'agit d'un marché public unique.

Conformément à l'article R.2113-2 du code de la commande publique, l'acheteur doit motiver son choix de ne pas allotir un marché passé selon une procédure adaptée.

Ainsi, la motivation du non-allotissement est la suivante : les prestations sont homogènes (balayage) et communes à l'ensemble des établissements concernés par cette consultation.

3.4 - Forme du marché public

Le marché public est un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et qui exécuté au moyen de bons de commande en application des articles R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Il comporte :

- une part de prestations conclue à prix global et forfaitaire fixé à l'acte d'engagement et décomposé dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- une part de prestations non programmables conclue à prix unitaires tels que précisés au bordereau des prix unitaires (BPU).

La part de prestations conclue à prix global et forfaitaire concerne l'ensemble des prestations tel que décrit dans la DPGF et pour un nombre d'interventions annuelles déterminées. Cette part de prestations concerne uniquement l'établissement du CHU ROUEN NORMANDIE.

La part non programmable à bons de commande concerne des interventions ponctuelles supplémentaires non prévisibles, suivant le BPU complété par le Titulaire. Elles pourront porter sur toutes les prestations mentionnées à la DPGF.

Conformément au 2° de l'article R.2162-4 du code de la commande publique et pour la part des prestations non programmables, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum s'élevant à 200 000,00 € HT pour toute la durée de validité de l'accord-cadre. Ce montant sera réparti comme indiqué ci-dessous :

- 180 000,00 € HT maximum pour l'établissement du CHU ROUEN NORMANDIE ;
- 20 000,00 € HT maximum pour l'établissement du CH du Rouvray.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

3.5 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date de notification du marché au titulaire.

Le marché peut ensuite être reconduit 3 fois par période successive de 1 an et pour une durée de validité maximale de 4 ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU Rouen Normandie, en sa qualité d'établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R. 2112-4 du Code de la Commande Publique.

Par contre, le CHU Rouen Normandie, établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine, se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

3.6 - Délais d'exécution

Le calendrier des interventions programmables est proposé par le titulaire dans son offre.

Pour la part de prestations non-programmables, les délais d'exécution commencent à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

Le titulaire est engagé contractuellement par ces délais.

3.7 - Codes nomenclature CPV

La ou les classifications principales conformes au vocabulaire commun des marchés publics européens (CPV) est :

Intitulé	Classification
Services de voirie et services de balayage des rues	90611000-3

ARTICLE 4 - CLAUSES DE REEXAMEN ET MODIFICATIONS

4.1 - Modifications au marché public et marchés complémentaires/similaires

Le CHU Rouen Normandie se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens des articles R2122-4 et R2122-7 du Code de la commande publique.

4.2 - Ajout d'établissements

Les autres établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine pourront, le cas échéant, être intégrés au présent marché public au cours de son exécution par voie d'avenant.

ARTICLE 5 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-FCS, les pièces constitutives du marché, dont les originaux gardés par le CHU Rouen Normandie font seuls foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Acte de sous-traitance ;
 - Annexes n°2 à 5 : Planning des interventions pour les années 2026 à 2029.
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Liste des établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine » et informations relatives au paiement ;

- Annexe n°2 : Conditions de prestations particulières de chaque établissement du GHT Rouen Cœur de Seine ;
- Annexe n°3 : Fiche pratique – Déposer une facture sur le portail Chorus Pro ;
- Annexe n°4 : Code service CHORUS.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de fournitures courantes et Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- La note méthodologique établie par le titulaire sur la qualité technique des prestations relative aux dispositions que le titulaire se propose d'adopter pour l'exécution des prestations ;
- Planning indiquant les fréquences d'interventions annuelles pour les prestations mentionnées au CCTP.

Le marché s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commande émis par les établissements membres du GHT « Rouen Cœur de Seine ».

ARTICLE 6 - DECLenchement des prestations et modalités d'établissement des bons de commande

6.1 - Conditions de commandes

En application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique, et pour la part de prestations non-programmables, les bons de commandes sont émis par les établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine », au fur et à mesure de leur besoins.

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande pourra être faite par le biais du profil d'acheteur ou à l'adresse postale ou électronique du titulaire ou, à défaut, à son siège social (adresse postale), sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu. La date de réception fait courir les délais d'exécution.

Les bons de commandes ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.

Les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine ne peuvent cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

Les commandes sont faites, au fur et à mesure des besoins, au moyen de bons de commandes qui comportent :

- la référence au marché ;
- la désignation de la prestation ;
- la quantité commandée ;
- le prix d'engagement correspondant au prix marché ;
- le lieu et la date (ou délai) d'exécution ;
- l'adresse de facturation.

Les bons de commandes ne peuvent être considérés comme engageant l'établissement du GHT émetteur des bons de commandes que s'ils sont revêtus de la signature du représentant de chaque établissement membres du GHT.

Les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine confient au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des fournitures telles que définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de leurs besoins.

6.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, un rectificatif est notifié au titulaire. Si en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

6.3 - Annulation d'un bon de commande

Chacun des établissements membres du « GHT Rouen Cœur de Seine » concernés par le présent marché peut, à tout moment, pour motif d'intérêt général, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des services effectués, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS

Des opérations de vérification portant sur la qualité des services seront destinées à constater que celle-ci répond aux spécifications techniques. Elles seront pratiquées par le responsable des services techniques ou son représentant, conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Elles auront lieu en principe au sein de l'établissement concerné du GHT Rouen Cœur De Seine dans un délai de 24 heures à dater de son exécution. Les frais qui résulteront des vérifications seront à la charge du Titulaire.

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS par l'établissement concerné du GHT Rouen Cœur de Seine.

Dans l'hypothèse d'une prestation non recevable, cette dernière sera refusée et devra être ré-exécutée immédiatement.

Au cas où cette prestation ne serait pas ré-exécuté dans les délais indiqués, l'établissement concerné du GHT Rouen Cœur de Seine pourra y faire face et décider d'un service aux frais, risques et périls de l'attributaire du marché public, sans qu'il soit nécessaire de le mettre autrement en demeure.

Par dérogation à l'article 45.1 du CCAG-FCS, l'application des frais et risques n'emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché public, le CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) pouvant résilier le marché public pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

ARTICLE 8 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

8.1 - Prix du marché

Les prix du marché se décomposent en :

- une part de prestations conclue à prix global et forfaitaire fixée à l'acte d'engagement et décomposée dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;

- une part de prestations non programmables conclue à prix unitaires tels que précisés au bordereau des prix unitaires (BPU).

8.2 - Nature du prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques et légales existantes définies à l'acte d'engagement : mois m0.

Les prix sont révisables selon les modalités de l'article 8.4 du présent CCAP.

8.3 - Contenu des prix

Les prix sont arrondis à 4 chiffres après la virgule.

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu d'exécution des prestations, des frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque, les marges bénéficiaires.

Le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement du marché est indiqué à l'acte d'engagement.

Les prix figurant dans l'acte d'engagement et à la DPGF sont des prix forfaitaires, incluant toutes les sujétions afférentes aux prestations exécutables dans un établissement public de santé en activité, et en particulier pour les services de soins :

- respect des règles d'hygiène individuelle et collective ;
- prévention des maladies nosocomiales par la mise en place, sur indications du Département d'Hygiène Hospitalière du CHU de Rouen, des protections adaptées ;
- report des interventions motivées par l'urgence médicale sans pouvoir prétendre à aucun supplément de rémunération ni indemnité.

8.4 - Révision de prix

Les prix du marché sont fermes durant la première année du marché. Puis ils sont révisables chaque année suivante à la date anniversaire du marché.

Les prix du marché sont révisables, à la hausse comme à la baisse, par application de la formule suivante, représentative de l'évolution du coût de la prestation :

$$P = P_0 \times (0.15 + 0.85 \times (TP08/TP08_0))$$

P = prix révisé

P₀ = prix de base figurant dans le marché

TP08 = Indice du mois à la date anniversaire du marché

TP08₀ = Indice du mois d'établissement des prix du marché

L'index de référence, publié par l'INSEE est l'index Travaux Publics TP08 – Travaux d'aménagement et entretien de voirie en zones rurales urbaines – Base 2010.

Dans la mesure où le titulaire souhaiterait réviser les prix du marché public, il lui appartient de faire connaître ses nouvelles propositions 2 mois avant chaque date anniversaire du marché public, sans aucune intervention du service acheteur.

Ils sont révisables annuellement par ajustement au prix du présent marché public. Les nouveaux prix s'appliquent aux prestations ou commandes émises à compter de cette date d'anniversaire.

Dans le cas d'une hausse supérieure à 2 %, le CHU Rouen Normandie pourra limiter de plein droit cette augmentation sans que le titulaire ne puisse s'y opposer ou résilier le marché public ou ne pas le reconduire sans que le titulaire ne puisse lui opposer de recours.

Le CHU Rouen Normandie se réserve le droit de solliciter l'avis de la DREETS.

ARTICLE 9 - MODALITES DE FINANCEMENT ET REGLEMENT DU MARCHE

9.1 - Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par virement bancaire.

Le présent marché public est financé sur le budget propre de chacun des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

Le paiement s'effectuera conformément aux articles R.2191-23 à R.2191-31 du code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

9.2 - Avance

Une avance est accordée au titulaire du marché public lorsque le montant initial du marché ou le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, dans les conditions déterminées aux articles R.2191-3 à R.2191-19 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial du marché toutes taxes comprises.

Le montant de l'avance est fixé :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire indique à l'acte d'engagement s'il renonce au paiement de l'avance.

Cette avance sera remboursée par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, dès que le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque 80 % de ces prestations aura été effectué.

9.3 - Comptable

Les comptables assignataires chargés des paiements de chacun des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine concernés par cette consultation sont listés à l'annexe n°1 du CCAP.

9.4 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au fournisseur ou à l'acheteur, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché.

9.5 - Nantissement

Le titulaire peut donner son contrat en nantissement. Dans ce cas, la Direction Générale du CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur le marché public à nantir (conformément aux articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique) ou délivrer un certificat de cessibilité de créances (NOTI6).

9.6 - Retenue de garantie

Sans objet.

ARTICLE 10 - PAIEMENTS – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le dépôt de la facture électronique est obligatoire, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises.

La facture dématérialisée est un réel outil de simplification des rapports entre les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine et ses fournisseurs.

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- en annexe du CCAP une Fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (Annexe 3)
- un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture ; la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- la date d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- le prix unitaire hors taxes (HT) des prestations réalisées ;
- le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé. Pour le CHU Rouen Normandie, le code service est DTST. Pour les autres établissements, le code service est disponible en annexe n°4.

ARTICLE 11 - ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le Titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

ARTICLE 12 - PENALITES DE RETARD

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer dans les délais prévus les interventions demandées, il encourt sur ses créances des pénalités.

Toutes les pénalités du présent marché s'entendent appliquées sur les prix HT révisés et TVA en sus ou sur les prix TTC révisés.

12.1 - Pénalités pour retard d'intervention

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire dépasserait le délai d'intervention dans les délais fixés dans le présent marché, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

P = le montant de la pénalité

V = la valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard

R = le nombre de jours en retard.

Cette pénalité s'applique au montant des prestations exécutées en dehors des délais contractuels.

12.2 - Cas de force majeure

Dans l'hypothèse où l'impossibilité du titulaire serait justifiée par un motif de force majeure, celui-ci est invité à en faire part au CHU Rouen Normandie à l'appui de tous les justificatifs nécessaires.

Cette justification devra être adressée par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tard dans les 15 (quinze) jours ouvrés suivant la demande d'intervention. Passé ce délai, aucune justification ne pourra être prise en considération.

Le CHU Rouen Normandie pourra éventuellement prendre de manière unilatérale la décision de reconnaître l'absence de faute du titulaire. Il en sera alors averti par courrier recommandé avec accusé de réception dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de l'accusé de réception de sa demande. L'absence d'information par le CHU Rouen Normandie vaut rejet de la demande du titulaire.

Le défaut d'approvisionnement en fournitures du titulaire ne saurait en aucun cas être reconnu comme un cas de force majeure.

ARTICLE 13 - CONDITIONS DE RESILIATION DU MARCHÉ

Il est fait application du chapitre 7 du CCAG-FCS.

ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le CHU Rouen Normandie.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies à l'article 3.6 du CCAG FCS.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (article 41.1 du CCAG FCS).

ARTICLE 15 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Résiliation : sera notamment considérée comme cas de force majeure aux termes de l'article 40 du CCAG-FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions relatives à la résiliation pour événements liés au marché public issues de l'article 40 du CCAG-FCS sont applicables.

ARTICLE 16 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige susceptible de s'élever entre un établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine et le titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues aux articles R.2197-1, R.2197-16 et R.2197-23 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal Administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 17 - DEROGATION AU CCAG-FCS

Conformément à l'article 1.2 du CCAG-FCS, il est dérogé au CCAG/FCS pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-FCS
Article 5	Article 4.1
Article 7	Article 45.1
Article 12.1	Article 14.1.1